



# Coopération Burkina Faso-Egypte : Roch Marc Christian KABORE et Abdel Fattah Al SISSI discutent des priorités

Page 13

Les éditions  
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

# Le Quotidien Numérique d'Afrique

du mardi 23 mai 2017  
7 Jrs/7

N°398

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant...**  
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 22.

**PMU'B : Plus de 49 millions FCFA pour un heureux gagnant**

Page 4



**Lancement des travaux de la mini rizerie de Gaoua: Un modèle pour l'agriculture contractuelle**

Page 6



**Le Groupe Breba Finance au cœur d'un scandale : Plus de 3 milliards de francs CFA « arnaqué »**

Page 2



**Lutte contre l'impunité persistante : Des OSC en sit-in à Ouagadougou**

Page 8



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

## SOCIÉTÉ

# Le Groupe Breba Finance au cœur d'un scandale : Plus de 3 milliards de francs CFA « arnaqué »

Région du Centre



Les conférenciers.

**D**es burkinabè réunis au sein du Collectif Traders de Social Binvesting appelle les autorités à faire pression sur le Groupe Breba Finance pour qu'il rembourse leur gain estimé à plus de 3 milliards de francs CFA. Ils ont animé une conférence de presse ce lundi 22 mai 2017 à la Bourse de Travail à Ouagadougou pour dénoncer cette escroquerie de grande échelle du Groupe Breda Finances (GBF).

Réunis au sein du collectif des Traders de Social Binvesting, ces membres s'insurgent contre un seul homme, Michael Wendkuni Breba, PDG du Groupe Breba Finance. Ce dernier serait le responsable de tout. En effet, il

leur avait promis la fortune, le gain rapide à travers le trading, ils y ont cru. Mais depuis lors rien de tout cela et l'affaire ressemble de plus en plus à un marché de dupe.

Il faut dire que le trading est une activité très rentable pouvant aller jusqu'à 200% de bénéfice par une seule opération.

Beyon Neya, porte-parole du collectif relate les faits : « Mickael Wendkuni Breba a fondé en 2015 le Groupe Breda Finances (GBF) dont il est le président directeur général. Une entreprise qui serait mise en place de façon régulière et légale dans un Etat souverain et de droit qu'est le Burkina Faso. Sis au centre commercial de Ouaga 2000, GBF a mis au point une plateforme de trading : Social

Binvesting. Laquelle plateforme dispose de 3 produits à savoir "Hebdo 10", "Other trading" et "Instant trade" ». A l'entendre, pour le premier produit Hebdo 10 qui ne présente « aucun risque », et qui aurait fait plus de victime, il consistait à investir un montant allant de 100 000F à 2 500 000F d'où un total de 3 618 000 000 milliards francs CFA. Le GBF se sert de cet investissement pour « trader ». Pendant que les investisseurs s'attendaient à un bénéfice pouvant atteindre 180% de leur investissement, les retraits n'étaient pas possibles dans les institutions financières « de renom et digne de confiance » telles que Coris Bank International et United Bank for Africa et avec qui Breba semblait collaborer. Pour justifier ces difficultés de retrait, Breba avait

La suite à la page 3.

**SOCIÉTÉ**

La suite de la page 2.



Du monde était présent à ce point de presse.

fait cas d'une maintenance du site aux fins de migrer vers une nouvelle plateforme plus professionnelle qui devrait satisfaire le nombre croissant des investisseurs. « Depuis lors, les demandes de retrait se voyaient annulées »

Après une année de fonctionnement, ce qui leur avait

fait miroiter un jour, est devenu leur cauchemar. « Le premier objectif que nous poursuivons demeure le remboursement de notre capital et les intérêts en un mot notre back office tout entier », a lancé le porte-parole du collectif.

Selon les membres de ce collectif, plusieurs plaintes ont

été déposées individuellement et collectivement à la gendarmerie et à la police mais après une année, rien n'est encore fait. Alors, ils appellent les plus hautes autorités à se pencher sur leur sort.

**Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info**

**11<sup>ème</sup>**  
**SICABAT**  
 Salon International du Bâtiment **2017**  
 SOLUTIONS BTP

**6 ⇨ 9**  
**JUILLET**  
**2017**  
 au SIAO

(+226) 70 25 37 90  
 (+226) 74 30 30 01  
 sicabat@fasonet.bf

HMX Centre Commercial  
 AGEIM Agence Générale  
 SOBELEC  
 UAT FM  
 zoodomail.com

## ACTU RÉGION

# PMU'B : Plus de 49 millions FCFA pour un heureux gagnant

Région du Centre-Est



Le directeur régional de la LONAB de l'Est, Yamba Jean Zida, rassure que sa société s'efforcera à offrir toujours un service de qualité à travers des innovations continues.

**L**a Loterie nationale burkinabè (LONAB) a organisé, du 12 au 14 mai 2017, ses journées promotionnelles à Tenkodogo à travers plusieurs activités socioculturelles. L'acte principal du passage de la nationale des jeux dans la ville de Tenkodogo a été la remise d'un gros lot à un heureux gagnant au 4+1 du dimanche 30 avril 2017.

La loterie nationale burkinabè a fait le bonheur de l'un de ses parieurs, heureux gagnant de plus de 49 millions de francs CFA. La remise de son lot est intervenue, le dimanche 14 mai 2017, dans la ville de Tenkodogo, à la faveur des journées promotionnelles. Dans cette localité, plusieurs activités sportives et culturelles étaient inscrites au programme de ces journées promotionnelles. La première activité a été la compétition classique de

pétanque au siège de l'institution à Tenkodogo. Puis une course cycliste féminine réunie plus de 35 femmes s'est courue dans les artères de la ville. Au programme de cette manifestation, était également inscrit un jeu radiophonique sur les antennes d'une radio de la place. Pour le directeur régional de la LONAB de l'Est, Yamba Jean Zida, ces activités sportives permettent de magnifier les femmes qui sont au four et au moulin. Elles permettent aussi

La suite à la page 5

## ACTU RÉGION

La suite de la page 4

d'encourager les élans des femmes battantes, car pour lui, la nationale des jeux reste un acteur central de développement de notre pays. « On a enregistré une belle course au cours de laquelle les femmes se sont livrées à une belle compétition. Cela constitue un franc succès pour nous et cela montre que la LONAB est vraiment aux côtés des populations », a-t-il ajouté. La grande gagnante de la compétition, Mme Nadine Sorgho à l'instar des autres participantes est repartie les mains chargées de cadeaux. Elle a remporté un sac de riz, un foyer à gaz et une somme de 15 000f CFA. L'acte majeur de ces journées promotionnelles à Tenkodogo a été sans doute la remise du gros lot à un heureux gagnant. Pour avoir joué au 4+1 du dimanche 30 avril 2017, Nombré Etienne, comptable de formation, empoche 49 329 000 FCFA. Le 1er adjoint au maire de Tenkodogo, Souleymane Minougou, venu encourager le lauréat, a saisi

l'occasion pour traduire son bonheur de voir sa cité enregistrer un nouveau « millionnaire ». Ces gains, pour lui, vont contribuer à booster l'économie locale et changer la vie des deux gagnants de gros lots. « Vous avez eu la chance d'être de grands gagnants de lots, faites- en bon usage », a conseillé l'élu local au lauréat. Le directeur régional de la LONAB de l'Est, Yamba Jean Zida a salué les clients de la LONAB dans la région du Centre-Est pour leur confiance renouvelée. Il a aussi souhaité beaucoup de chance à tous ceux qui ne l'ont pas encore eu. « Pour ceux qui n'ont pas encore eu la chance de passer à la caisse, je leur souhaite du courage et leur demande de continuer à jouer, mais de manière responsable car la chance est comme une roue qui tourne », a relevé M. Zida. Le premier responsable de la LONAB de l'Est a aussi souligné que personne ne perd avec la LONAB car, poursuit-il, les jeux

et paris permettent d'investir dans les achats d'ambulances, la construction d'écoles, de centres de santé et le financement des études à travers le FONER. Le directeur régional a, en outre, rassuré que sa société s'efforcera à offrir toujours un service de qualité à travers des innovations continues. Il a, par ailleurs, prodigué des conseils à l'heureux gagnant pour que son lot lui soit un profit. « Je vous exhorte à mûrir vos projets et au besoin approcher la maison de l'entreprise, avec qui la LONAB a signé un partenariat afin d'investir utile », a-t-il suggéré.

**Amédée W. SILGA pour SC Info**

[silgamedee@yahoo.fr](mailto:silgamedee@yahoo.fr)

**du 1<sup>er</sup> au 03 Juin 2017 à Ouagadougou SIAO**

**SALON DE LA COMMUNICATION**  
DES ARTS ET METIERS  
Publicité - Médias - Événementiel - Imprimerie

Pour tous les *professionnels* et les *passionnés de la Communication*  
**NE RATEZ PAS CE RENDEZ-VOUS MAJEUR !**

CONFÉRENCES  
EXPOSITIONS  
RENCONTRES D'AFFAIRE  
ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX  
DINER GALA  
HOMMAGES & RÉCOMPENSES

Contact : 75 04 80 42 / salondelacommunication@gmail.com

Sciences-Campus Info

NESCAFÉ Nestlé Rtb Lofaso.net JIRMA Pro-ORC Sidwaya IP Queen Mafa RC  
Simca Lo Pays bfi NEUMAN CANALE DG Qmot AFRVELBA.NET

## ACTU RÉGION

# Lancement des travaux de la mini rizerie de Gaoua: Un modèle pour l'agriculture contractuelle

Région du Sud-Ouest



Coupure du ruban par le SGR Salif Ouattara et la Coordonnatrice du Projet Centres d'Innovation Vertes(ProCIV) Katy Schroeder, acte symbolique donnant ainsi le top départ des travaux de la mini rizerie de Gaoua.

**L'**inauguration de la première mini rizerie du Sud-Ouest basée à Sampoli (Gaoua) a eu lieu dans la journée du 09 mai 2017 grâce à l'accompagnement financier de la coopération allemande à travers la GIZ. C'est Salif Ouattara Secrétaire Général de la Région qui a procédé au lancement de cette unité en présence des populations, autorités, producteurs.

La « Mini Rizerie » est un fruit né du partenariat public-privé entre

l'entreprise locale Agro Eco-Business(AEB) et le Projet Centres d'Innovation Vertes(ProCIV) de la coopération allemande GIZ. Le promoteur supporte plus de 50% du coût lié à ce projet commun qui va durer 3 ans avec une enveloppe financière de 100 milles euros. Cela y compris les équipements, la formation de toute la chaine c'est-à-dire, les semenciers, les producteurs, les personnes impliquées dans la post-récolte jusqu'à la transformation. Cette mini rizerie est la première unité de transformation professionnelle de riz à Gaoua, voire la région

du Sud-Ouest. Elle produit la première variété de riz parfumé homologuée en Afrique de l'Ouest appelée « Orylux 6 » C'est un riz qui correspond aux préférences des consommateurs pour son parfum naturel, sa blancheur, sa texture et sa facilité de cuisson. Environ 770 tonnes sont déjà mises sur le marché du Sud-Ouest chaque année. Cette mini rizerie va créer 88 nouveaux emplois dans la région au profit des jeunes et femmes a dit le promoteur Naondomo Palenfo. Seize employés vont travailler à la ronde, 72 manutentionnaires seront recrutés

La suite à la page 7

**ACTU RÉGION**

La suite de la page 6



Façade de la maison où abrite la mini rizerie de Gaoua.



Assistance émerveillée par la construction de ce joyau a suivi avec intérêt le but de la création d'une telle unité.

unité sans doute permettra aux producteurs d'écouler facilement leurs productions a indiqué le promoteur Naondomo Palenfo. C'est pourquoi nous avons nourri l'idée de création de cette unité a laissé entendre le promoteur. La Coordinatrice du Projet Centres d'Innovation Vertes(ProCIV) Katy Schroeder compte soutenir dans ces actions de partenariat avec l'entreprise locale Agro Eco-Business(AEB), au moins 80 milles producteurs dont 2660 dans cette première phase. Cela viendra redynamiser le secteur rizicole de la région du Sud-Ouest qui connaît aujourd'hui pas mal de problèmes a-t-elle souligné. Au cours de cette cérémonie, il a été question du lancement à travers une présentation de l'unité mobile de nettoyage et calibrage de semences et également une démonstration de séchage de riz avec une machine qui fonctionne à base d'énergie solaire. Une opportunité que les producteurs et consommateurs devraient saisir pour améliorer leur condition de travail et de vie.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara pour SC Info**

et 90 personnes travailleront dans les champs. La plus part des bas-fonds aménagés ont été abandonnés faute de débouchés de riz padi. Après les récoltes, les

producteurs n'arrivent pas à faire écouler leurs productions. Certains sont même obligés de se diriger vers le Ghana pour échanger ce riz contre du sorgho. Cette

Avis de constit

**publiez vos annonces légales sur Sciences Campus Info**

## SOCIÉTÉ

# Lutte contre l'impunité persistante : Des OSC en sit-in à Ouagadougou

Région du Centre



Les militants dénoncent l'impunités sur les crimes de sang et les crimes économiques.

**U**ne dizaine d'organisations de la société civile était en meeting ce samedi 20 mai 2017 à Ouagadougou. Réuni à la maison du peuple, ils dénoncent l'impunité sur les crimes de sang et économiques, l'aggravation de la vie chère et le manque de perspectives d'emploi pour la jeunesse. Il trouve scandaleux que les lignes n'aient pas bougé dans la lutte contre l'impunité au Burkina, malgré l'insurrection populaire d'octobre 2014 qui devait consacrer une rupture dans la gouvernance.

Dans la cours de la maison du

peuple, ce samedi 20 mai, des militants du comité de défense et d'approfondissement des acquis de l'insurrection populaire et 9 autres organisations sœur se sont réunis pour dénoncer l'impunité des crimes de sang et des crimes économiques. Et selon eux, le peuple attend toujours la vitesse de la relance économique pour 2017. Des parcelles ont été détournées par des maires, des populations spoulées de leur terre, des fonds disparus dans les ministères et institutions. Trop c'est trop selon ces militants qui citent en exemple l'affaire de la réfection de la mairie de Ouagadougou et les faits de corruption au ministère de la

sécurité. Les malversations à la cameg et les détournements sous la transition ont été également dénoncés. Les dossiers Norbert Zongo et ses compagnons, le juge Nebié, les martyrs de l'insurrection et du coup d'Etat manqué sont en souffrance. Il faut arrêter les auteurs et commanditaires et entamer leur jugement selon ces OSC.

« Nous tenons ce meeting pour appeler à la mobilisation et à la lutte de tout le peuple burkinabè pour qu'il y'ait la vérité et la justice sur les dossiers de crimes de sang et de crimes économique ». « La lutte va continuer jusqu'à ce qu'on ait gain de cause » a-t-il lancé.

La suite à la page 9



## SOCIÉTÉ

La suite de la page 8



l'UGEB a invité ses camarades à maintenir la pression pour que vérité et justice soient faites sur la disparition de Dabo Boukary.

Ce meeting est une tribune du mouvement démocratique et révolutionnaire pour également dénoncer l'aggravation de la vie chère. Il se tient un jour après la commémoration du 27<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de l'étudiant en 7<sup>ème</sup> année de médecine Dabo Boukary, disparu le 19 mai 1998. L'union générale des étudiants du Burkina était également de la partie pour dénoncer 27 ans de silence sur le dossier Dabo Boukary.

En effet, cela fait 27 ans que l'étudiant Dabo Boukary a été enlevé et torturer jusqu'à ce que mort s'en suive. Selon le Secrétaire général de l'UGEB, Vincent Bado, le 21 février dernier, une présumé tombe de ce derniera été présentée à sa famille. Le chemin est encore long selon le SG de l'UGEB qui a invité ses camarades à maintenir la pression pour que vérité et justice soient faites sur cette disparition.



Elie Tarpaga, Président du CDAIP, porte-parole des 10 organisations.

**Alfred Sié KAM/Rédaction SC  
Info**

## ANNONCE



UNIVERSITÉ DE MONCTON  
CAMPUS DE MONCTON



## COHORTE DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE 2021 DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON

BACCALAURÉAT EN GESTION DU LOISIR, SPORT ET TOURISME

# FAITES PARTIE DE L'ACTION!

FORMULAIRE DE CANDIDATURE DE BOURSE



Tout lire et tout savoir sur <http://www.sciences-campus.info/2017/05/22/faites-partie-de-laction-formulaire-de-candidature-de-bourse/>

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Journalisme et communication : L'IPERMIC célèbre les dix ans de son professionnalisme

Région du Centre



NORRG est un réseau international multi-acteurs produisant qui diffuse savoir et connaissance à travers réunions et publications au «Nord» et au « Sud ».

**L**e **Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation le Pr Alkassoum MAÏGA** a co-présidé le mardi 16 Mai 2017 dans les locaux de l'institut Supérieur des Sciences de la population l'atelier de présentation des activités de Recherche sur l'Education au Burkina Faso. L'objectif de cet atelier était de faire connaître les travaux de recherche et les recherches-actions sur l'éducation.

L'Agence française de développement (AFD) est le partenaire financier de l'Atelier de Recherche en Education au Burkina Faso (AREB) qui est un réseau de chercheurs et de praticiens de l'éducation et de la formation. Il est sous tutelle de l'Institut des Sciences des Société (INSS) du Centre National de Recherche Scientifique et Technologique (CNRST). En effet, l'AREB est en collaboration avec le réseau sur les politiques et la coopération internationale en éducation et en formation (NORRG) crée depuis 1981. NORRG est un

réseau international multi-acteurs produisant qui diffuse savoir et connaissance à travers réunions et publications au «Nord» et au « Sud ». Il est principalement soutenu par la confédération suisse et l'Open Society foundations.

Le Pr Alkassoum MAÏGA, a rappelé que depuis sa création en 1999, l'AREB travaille à mieux faire connaître les travaux de recherche dans le domaine de l'Education et de la formation professionnelle. C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'organisation de ce séminaire mensuel. Selon lui c'est

La suite à la page 12

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11



Pour lui, l'existence d'un cadre de concertation comme l'AREB devrait permettre de disposer de production de connaissance à même de nous orienter dans l'élaboration des différents politiques pays.

l'organisation en 2002 du colloque national sur la « Recherche face aux défis de l'Education » qui a abouti à la publication d'un ouvrage scientifique et la réalisation de plusieurs inventaires documentaires.

Pour lui, l'existence d'un cadre de concertation comme l'AREB devrait permettre de disposer de production de connaissance à même de nous orienter dans l'élaboration des différents politiques pays.

« En acceptant de co-présider cet

atelier, nous réaffirmons notre soutien à l'initiative de l'AREB nous pensons que c'est ensemble que nous pouvons soutenir la recherche pour qu'elle participe mieux au développement du Burkina Faso » a dit le Ministre

Selon Michel CARTON du NORRAG, l'objectif est de rendre plus forte l'AREB, faciliter sa stabilité et sa pérennité au cours des années.

« Notre partenariat avec l'AREB, l'AFD et l'ARES visent deux objectif à savoir de supporter et appuyer l'AREB pour élargir le

champ de sa réflexion en éducation et de formation » a-t-il déclaré.

Quant à M. Aiglepierre Rohen, il dit être satisfait du partenariat de l'AREB. Selon lui, c'est une opportunité pour les partis membres du réseau et de la sous-région de travailler sur cette idée, d'avoir une recherche nationale forte qui est un vrai problème au développement.

**DCPM/MESRSI**

**ABONNEZ VOUS À  
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Coopération Burkina Faso-Egypte : Roch Marc Christian KABORE et Abdel Fattah Al SISSI discutent des priorités

Riyad



Présent à Riyad dans le cadre du Sommet arabe-islamique-américain, le Président du Faso a rencontré le samedi 20 mai 2017 son homologue égyptien dans la soirée.



Le chef de la diplomatie burkinabè, Monsieur Alpha BARRY qui a assisté aux côtés du Président du Faso à cette rencontre, a indiqué qu'il s'est agi pour les deux personnalités de discuter de la relance de la coopération entre le Burkina Faso et l'Égypte.

**P**résent à Riyad dans le cadre du Sommet arabe-islamique-américain, le Président du Faso a rencontré le samedi 20 mai 2017 son homologue égyptien dans la soirée. Les deux chefs d'Etat ont abordé au cours de l'audience, les domaines de coopération qui intéressent leurs pays, notamment la question sécuritaire.

Le chef de la diplomatie burkinabè, Monsieur Alpha BARRY qui a assisté aux côtés du Président du Faso à cette rencontre, a indiqué qu'il s'est agi pour les deux personnalités de discuter de la relance de la coopération entre le Burkina Faso et l'Égypte. Cette coopération concerne entre

La suite à la page 14

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

autres, le secteur de la sécurité « parce que tous les deux pays font face au même phénomène qui est celui du terrorisme », a justifié le Ministre Alpha Barry. Si l’Egypte appuie déjà le Burkina Faso sur le plan de la formation militaire, les deux hommes ont convenu de renforcer les échanges à ce niveau. La coopération va désormais embrasser tous les volets de la question sécuritaire, car comme l’a dit le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l’Extérieur, « il y a le combat contre le terrorisme lui-même au niveau militaire, mais il y a aussi le combat au niveau idéologique ».

Les échanges bilatéraux entre le Burkina Faso et l’Egypte vont également concerner les secteurs de la santé, de l’éducation et de la formation universitaire. L’Egypte étant réputée pour avoir « les plus grandes universités » du monde arabe, souligne le Ministre BARRY.

Toutes ces questions seront mises à plat, notamment la commission mixte de coopération entre les deux pays, à la faveur de la visite que le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE effectuera en Egypte le 7 juin prochain.

**La Direction de la  
Communication de la  
Présidence du Faso**



Les échanges bilatéraux entre le Burkina Faso et l’Egypte vont également concerner les secteurs de la santé, de l’éducation et de la formation universitaire.



« parce que tous les deux pays font face au même phénomène qui est celui du terrorisme », a justifié le Ministre Alpha Barry.

Appellez le +226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant...**  
Espace spécialement réservé pour vous.

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Sommet arabe-islamique-américain : Le Président du Faso répond à l'invitation du Roi Salman Ben Abdelaziz Al-SAOUD

Riyad

**L**e Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE est arrivé à Riyad, ce samedi 20 mai 2017 en fin de matinée. Accueilli avec les honneurs à la Base aérienne Roi Salman, le Président du Faso entame un séjour qui sera marqué par sa participation au Sommet arabe-islamique-américain.

A l'occasion, 25 chefs d'Etat, dont le Président américain Donald TRUMP, ont fait le déplacement de la capitale saoudienne, pour harmoniser leur vision sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Le Président Roch Marc Christian KABORE et ses pairs vont se pencher sur les voies et moyens en vue de « diffuser les principes de tolérance et de coexistence et renforcer la sécurité, la stabilité et la coopération au service du présent et de l'avenir des peuples ». En marge des travaux du Sommet, le chef de l'Etat burkinabè multipliera les rencontres bilatérales et multilatérales en vue de redynamiser les liens de coopération entre notre pays et certains pays du monde arabe.

**La Direction de la Communication de la Présidence du Faso**



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE est arrivé à Riyad, ce samedi 20 mai 2017 en fin de matinée.



En marge des travaux du Sommet, le chef de l'Etat burkinabè multipliera les rencontres bilatérales et multilatérales en vue de redynamiser les liens de coopération entre notre pays et certains pays du monde arabe.

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# La Direction Provinciale de la Police Nationale du Sourou (DPPN-S) échange avec le Ministre d'État, Ministre de la Sécurité

Tougan



Le personnel de la DPPN Sourou, a reçu la visite du Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité au Commissariat Central de Police de la ville de Toucan.



Après avoir diagnostiqué les difficultés, lesquelles sont communes aux autres services de sécurité, le DPPN a laissé entendre que des avantages aussi existent.

Le personnel de la DPPN Sourou, a reçu la visite du Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité au Commissariat Central de Police de la ville de Toucan. Étaient aussi présents, le Haut commissaire de la province, le maire, des autorités religieuses et des représentants d'organisation de la société civile de Tougan.

Après avoir diagnostiqué les difficultés, lesquelles sont communes aux autres services de sécurité, le DPPN a laissé entendre que des avantages aussi existent.

La suite à la page 17



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

«Nous avons un personnel jeune, dynamique, discipliné et motivé. Nous bénéficions du soutien de l'administration générale, des responsables coutumiers et religieux, en témoigne leur présence ici ce matin. Il y a aussi une fraternité entre nous et les autres de sécurité», a-t-il déclaré.

Simon Compaoré, a promis l'amélioration de leurs conditions de travail. Il a laissé un message dans le livre d'or de la DPPN en ces termes: «Bravo aux éléments de la DPPN Sourou pour ce que vous faites pour cette ville. Bon vent, courage et que Dieu vous bénisse».



Simon Compaoré, a promis l'amélioration de leurs conditions de travail. Il a laissé un message dans le livre d'or de la DPPN.

## Une délégation de la JICA chez Simon Compaoré

**Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité #Simon\_Compaoré a reçu en audience le lundi 22 mai 2017, une délégation de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), conduite par le vice-président Monsieur Masaaki kato.**

La JICA a félicité le gouvernement Burkinabé pour les mesures prises dans la lutte contre le terrorisme.

**La Direction de la communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité**



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Ecole Nationale des Régies Financière : Conférence publique sur le franc CFA au Burkina Faso

Qatar



Selon le Directeur général de l'ENAREF, Dr Nebila Amadou YARO, cette conférence publique s'inscrit dans le cadre des activités quotidiennes de son institution.

**L'**École nationale des régies financières (ENAREF) a organisé, le jeudi 18 mai 2017, à Ouagadougou, une conférence publique sur le thème: «Stabilité monétaire et développement économique: cas de la zone CFA». Trois spécialistes des questions économiques ont décrypté le thème. Il s'agit de l'ancien vice-gouverneur de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest, Justin Damo BARRO et des enseignants-chercheurs, Dr Jaques Gueda OUEDRAOGO et Dr Larba Issa KOBAYAGDA. Les trois panélistes semblent

dégager l'unanimité sur la nécessité pour les pays africains de la zone CFA d'envisager la rupture avec cette monnaie. Cependant ils ont recommandé de faire des analyses techniques approfondies.

«Stabilité monétaire et développement économique: cas de la zone CFA». C'est sur ce thème que les panélistes, Justin Damo BARRO, ex-vice-gouverneur de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les enseignants-chercheurs, Dr Jaques Gueda OUEDRAOGO et Dr Larba Issa KOBAYAGDA, ont débattu en

conférence publique à l'École nationale des régies financières (ENAREF), ce jeudi 18 mai 2017. Selon le Directeur général de l'ENAREF, Dr Nebila Amadou YARO, cette conférence publique s'inscrit dans le cadre des activités quotidiennes de son institution.

En effet, l'ENAREF forme des financiers de très haut niveau qui auront à gérer tous les aspects financiers et monétaires du Burkina Faso, mais aussi des pays de la sous-région. «Il nous a paru utile d'inviter des spécialistes parce que le débat sur l'avenir du franc CFA aujourd'hui n'est plus tabou.

La suite à la page 19

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

Et nous estimé qu'il était bon que nos étudiants puissent être au fait de l'évolution des théories. Pour cela, nous avons invité trois spécialistes de cette question pour exposer leurs points de vue afin de permettre aux stagiaires de se faire une opinion sur ce sujet, une question majeure aujourd'hui pour le développement économique et sociale de notre pays», a confié Dr YARO.

Ce que nous souhaitons, a-t-il poursuivi, c'est que les élèves se fassent une meilleure idée des théories, concepts, mais aussi des réflexions qui ont déjà eu lieu et qui sont en cours, aussi bien au Burkina qu'ailleurs. Pour nous, les points de vue de ces spécialistes doivent permettre d'alimenter le débat qu'il y a. A leur sortie, ils vont traiter de ces questions. Que des décisions qu'ils vont prendre ne soient pas faites avec passions, mais qu'ils les prennent en ayant toujours en tête les intérêts de nos pays francophones aussi bien d'Afrique Occidentale que d'Afrique Centrale.

Le premier panéliste à prendre la parole, l'ancien vice-gouverneur de la BCEAO, Justin Damo BARRO, s'est appesanti sur la connaissance et la familiarisation avec la zone CFA, notamment les textes qui la régissent et les institutions qui animent son fonctionnement. D'entrée de jeu, il a souligné que malgré les divergences d'opinion sur la question, c'est le même objectif qui est visé: celui du développement économique et social de la zone CFA. Il a, en outre, indiqué que le thème «Stabilité monétaire et développement économique: cas de la zone CFA», est plus recherché, un peu plus



NAREF forme des financiers de très haut niveau qui auront à gérer tous les aspects financiers et monétaires du Burkina Faso, mais aussi des pays de la sous-région.



Il a, en outre, indiqué que le thème «Stabilité monétaire et développement économique: cas de la zone CFA», est plus recherché, un peu plus intellectuel et précis.

intellectuel et précis. Il renvoie, à l'entendre, au vieux débat sur le choix des régimes d'échanges qui déterminent la stabilité monétaire qui est incluse dans la stabilité financière. Le dispositif juridique et institutionnel de la zone CFA se compose de deux textes importants, à savoir l'Accord-cadre de coopération

La suite à la page 20

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 19



«La convertibilité limitée du franc CFA est le gage d'un pouvoir d'achat international.

monétaire signé le 4 décembre 1973 entre la République française et les Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA), et une Convention de compte d'opérations signée le 4 décembre 1973 également entre le ministre français de l'Economie et des Finances et le président du Conseil des ministres de l'UEMOA.

Cette convention a été modifiée le 1er septembre 2005. L'accord de coopération monétaire de 1973, a expliqué M. BARRO, dénonce cinq principes majeurs qui permettent de spéculer, de raisonner sur la stabilité du franc CFA ou son instabilité. Il s'agit de la garantie de convertibilité du franc CFA par le Trésor français; la fixité de la parité entre le franc CFA et le franc français; la centralisation des avoirs, des devises des Etats membres de l'UEMOA au sein du compte d'opérations ouvert dans les livres du Trésor français; la garantie d'échange ou la

garantie des avoirs déposés en compte d'opérations par rapport aux évolutions d'une unité de comptes appelées la contrepartie et la liberté des relations financières entre la France et Etats membres de l'UEMOA. La Convention de comptes, quant à elle, en application de l'accord de coopération, détermine les conditions de détention, de gestion des disponibilités extérieures (les réserves d'échanges), en particulier, la fraction des réserves d'échanges à maintenir dans le compte d'opérations, les supports d'investissements autorisés et la durée des placements.

Avantages du dispositif

Comme avantages du dispositif institué par les accords, Justin Damo BARRO a cité, entre autres, la stabilité monétaire du franc CFA, la garantie de convertibilité du franc CFA par le Trésor français. «La convertibilité limitée du franc

CFA est le gage d'un pouvoir d'achat international. Cela est en fait le gage pour tous les investisseurs, pour l'investissement extérieur dans notre zone qu'après y avoir réfléchi, ceux-ci n'auront pas une monnaie qui va fondre du jour au lendemain et ensuite, ils pourront rapatrier ce qu'ils ont gardé longtemps chez eux», a soutenu M. Barro.

Les principales critiques formulées contre le CFA, contre les accords de coopération monétaire, a-t-il relevé, sont que le franc CFA est une survivance coloniale, une monnaie fabriquée en France, les autorités monétaires dans l'union ne sont pas totalement responsables de la gestion de leur monnaie, la présence des Français dans la Commission bancaire et dans le Conseil d'administration de la BAOD, la contrepartie des garanties accordées par le Trésor français est excessive et enfin la parité fixe. Expriment son point

La suite à la page 21

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 20

de vue aux journalistes sur le retrait des pays francophones d'Afrique du CFA, Justin D. Barro a indiqué qu'«une monnaie, c'est une confiance». «Il faut quand même mesurer tous les dégâts que cela peut apporter.

Il faut que nous évitions surtout d'aborder ces questions dans un contexte émotionnel, subjectif. Sans faire d'analyses techniques approfondies, il ne me paraît pas utile, parce que tous ceux qui crient et qui sont au-devant de cela, ce ne sont pas des gens qui sont dans la zone UEMOA. Si vous prenez la plupart des ténors, ils sont tous en Europe, aux Etats-Unis et en Grande Bretagne. Le devenir du CFA ne les concerne pas», a-t-il argumenté.

La flexibilité des échanges conviendrait mieux à l'Afrique

Se prononçant sur la question de retrait du CFA, le Dr Jacques Gueda OUEDRAOGO estime qu'on exploite le sentiment de peur des populations du fait de leur faible niveau d'éducation. «Historiquement, certains pays européens ont connu des situations qu'on a qualifiées d'hyperinflation. L'Autriche a connu entre 1921 et 1922 un taux d'inflation mensuelle de 47, 1%. La Russie a connu un taux d'inflation mensuelle entre 1921 et 1924 de 55%. L'Allemagne a connu entre 1922 et 1923 un taux d'inflation mensuelle de 322%. La Hongrie a connu entre 1945 et 1946, un taux d'inflation mensuelle de 19

800%», a précisé M. OUEDRAOGO.

Il a, par ailleurs, souligné que ces situations de chaos suivent les guerres ou les crises politiques aiguës. Il cite, en l'occurrence le cas du Zimbabwe. De son point de vue, il est évident que la valeur de la monnaie est le reflet de la situation de l'économie. Quand l'économie est dans le chaos, la monnaie reflète ce chaos, mais ce n'est pas elle qui le crée. «Peu importe les moyens de paiement, en cas de pénurie grave, l'inflation se produit. Ce n'est pas évident. Et les faits tendent à montrer plutôt le contraire que les pays de la zone franc CFA réalisent des performances inférieures aux pays qui n'y sont pas. Il y a le Maroc, le Ghana, etc.», dit-il avant d'exprimer clairement qu'il est pour le décrochage du CFA de la zone Euro, même si une dépréciation de la monnaie n'est pas à exclure. Entre le régime d'échanges fixes et celui d'échanges flexibles, Dr Jacques Gueda OUEDRAOGO, pense que le second conviendrait mieux à l'Afrique, car la politique de flexibilité participe d'une politique de l'offre.

Quant au Dr Larba Issa KOBAYAGDA, il a indiqué qu'une abondante littérature existe sur la question de la monnaie. Cependant, le consensus semble se dégager selon lequel l'objectif de stabilité des prix peut être atteint d'une manière efficace en admettant une politique d'encrage nominal. Ainsi, la question de la stabilité monétaire

devient fondamentale pour beaucoup de pays développés ou ceux aspirant au développement. Selon Dr KOBAYAGDA, la souveraineté monétaire, c'est la possibilité pour l'Etat de mettre en place, quand il veut, comme il veut trois types de mesures relatives à la gestion de la monnaie nationale. Et de façon générale, le fait même d'appartenir à une union peut déjà remettre en cause la souveraineté monétaire nationale. Pour lui, avoir sa monnaie est une condition nécessaire de souveraineté monétaire, mais pas une condition suffisante.

Se prononçant sur la stabilité des prix, le panéliste a relevé que derrière ce régime d'échanges fixes, il y a beaucoup de critiques. «Ce système d'échanges fixe les prix, mais n'équilibre pas le système économique. En d'autres termes, on pense être dans une stabilité des prix, mais ce n'est qu'un faux système de stabilité, parce que quelqu'un d'autres supporte le contrepoids quelque part. Si on enlève ce qui maintient, vous verrez que le système va s'effondrer», a-t-il fait savoir. De même, cela expose les pays membres aux chocs extérieurs sans possibilité d'utiliser la politique d'ajustement du taux d'échange. Il a, par ailleurs, partagé le point de vue du Dr OUEDRAOGO selon lequel le régime de flexibilité des échanges serait le moindre mal pour l'Afrique.



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste:** **Coordinateur**  
**de** **santé** **d'urgence**

#### Description

**CONTEXTE:** Le Comité international de secours (IRC) répond aux pires crises humanitaires et aide les gens du monde à survivre et à reconstruire leur vie. Fondée en 1933 à la demande d'Albert Einstein, l'IRC offre des soins salvateurs et de l'aide change la vie aux réfugiés contraints de fuir la guerre ou d'une catastrophe. Au travail dans plus de 40 pays et 22 villes des États-Unis, nous rétablissons la sécurité, la dignité et l'espoir à des millions qui sont déracinés et qui luttent pour supporter. Le CEI ouvre la voie du mal à la maison.

La situation humanitaire en Libye se sont détériorées depuis la guerre civile 2014. 1,3 million de personnes ont besoin d'aide sanitaire d'urgence, dont environ 700.000 personnes déplacées et 1 million de réfugiés et des migrants. En réponse, le CEI a lancé un programme d'urgence en Septembre 2016 la Libye qui vise à fournir des soins médicaux vitaux, des médicaments et des fournitures médicales aux Libyens et aux non-Libyens et à faire renforcer si la capacité du ministère de la Santé. Le CEI mène ces activités à Misrata.

**CHAMP D'APPLICATION DE TRAVAIL:** Le CEI cherche un spécialiste de la santé d'urgence avec une expérience significative programme humanitaire de démarrage et de gestion pour diriger le programme de santé relativement nouveau du CEI en Libye. L'individu doit avoir

une expérience de travail dans les environnements volatils qui présentent des insurrections en cours et / ou conflit ouvert. Le coordonnateur de la santé d'urgence procédera à l'évaluation des besoins, les interventions sanitaires de conception, de contribuer à des propositions de financement, embaucher et superviser le personnel de santé, développer des formations techniques, et aider à la représentation. Le coordonnateur de la santé d'urgence fera rapport au directeur de pays et être basé dans le bureau de terrain de l'IRC Misrata avec Voyage régulière au bureau administratif de Tripoli du CEI et Voyage occasionnel à Tunis.

#### RESPONSABILITÉS :

- \* Diriger l'élaboration et l'amélioration de la stratégie de santé d'urgence de l'IRC en Libye.
- \* Soutenir l'élaboration de propositions de financement, les cadres de journaux, les budgets et les plans de travail.
- \* Développer de manière proactive les relations avec les acteurs humanitaires et les organismes gouvernementaux à Tripoli, les lieux sur le terrain et la Tunisie pour assurer la stratégie du programme est coordonné et complémentaire.
- \* Gérer la mise en œuvre du programme, y compris le recrutement du personnel, la formation et la supervision; les achats de fournitures médicales et de la planification des stocks; et la gestion du budget.

\* Sélectionner et mettre en œuvre des systèmes de suivi et d'évaluation appropriés et garantissant la cohérence et l'analyse des résultats pour améliorer l'efficacité et la qualité des programmes.

\* Préparer haute qualité et en temps opportun des donateurs et des rapports de gestion sur les activités et les résultats réponse.

\* Assister à des groupes de travail techniques réunions et autres forums de coordination, et de fournir des mises à jour pertinentes et des commentaires au directeur de pays.

#### EXIGENCES :

\* Professionnel de la santé ou MD MPH.

\* Au moins 3 ans d'expérience pertinente dans la gestion des programmes de santé d'urgence avec une ONG.

\* Expérience dans les évaluations de la santé, la conception des programmes et la mise en œuvre.

\* Expérience dans la gestion des subventions, la rédaction de propositions et l'élaboration du budget.

\* Excellentes compétences en informatique, y compris Microsoft Excel et de préférence Epi-Info / SPSS.

\* Expérience en collaboration avec le personnel du siège, ainsi que des organismes donateurs, des représentants du gouvernement et d'autres ONG; la capacité de travailler avec un large éventail de personnes et représentent l'IRC.

La suite à la page 23

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

\* Expérience dans la supervision du personnel, la délégation et le renforcement des capacités.

\* **En arabe et en Aisance anglais.**

### N O R M E S P R O F E S S I O N N E L L E S :

Les travailleurs du CEI doivent respecter les valeurs et les principes énoncés dans la Voie-normes IRC pour conduite professionnelle. Ce sont l'intégrité, le service et la responsabilité. Conformément à ces valeurs, le CEI fonctionne et applique les politiques sur la protection des bénéficiaires contre l'exploitation et les abus, la protection des enfants, lutte contre le harcèlement au travail, l'intégrité financière et anti-Représailles.

### RELATIONS DE TRAVAIL CLÉS:

**rapports à:** Directeur **Position Pays**

**Position supervise directement:** Directeur de la santé

**Autres internes:** Coordinateur de terrain, contrôleur des finances, coordonnateur de la sécurité

**Ville T r i p o l i**

**Fonctions Animation,** Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

**Activités** Appui institutionnel, Décentralisation, Droit, Santé

**Pays** Afrique, Tunisie

**Contrat** C D D

**Salaire / Indemnité**

**N é g o c i a b l e**

**Postuler en ligne**  
<http://www.aplitrak.com/?adid=a2F0cmluYW1pbGxlci4yNjI2MC42MTc3QGlyYy5hcGxp dHJhay5jb20>

**Date de fin de validité** 15/07/2017



### Avis de recrutement

**Poste: Un/Une Délégué(e) National(e) en Région (H/F) – Franche Comté Bourgogne – CDI Temps plein**

#### Description

La Cimade se définit comme un service œcuménique. Depuis ses origines, La Cimade est au service des étrangers en situation précaire qu'elle écoute et accueille, conseille en différents lieux. Travailler à La Cimade requiert avant tout cet esprit de service qui donne sa raison d'être à l'association.

Le/la Délégué(e) National(e) en Région est le moteur et l'animateur/rice de l'activité de La Cimade dans sa région : il/elle coordonne et dirige les actions et les équipes de La Cimade dans sa région. Il/elle permet le développement du mouvement Cimade en région, dans le cadre des statuts de La Cimade et des objectifs définis par le Conseil régional.

Sous l'autorité du responsable de l'animation régionale et de la vie associative, il/elle exerce ainsi sa mission en

relation avec le conseil régional, l'équipe nationale et l'ensemble des services de La Cimade.

#### Missions :

– En accord avec le Conseil régional, coordonner et animer l'ensemble des actions de La Cimade sur la région, menées tant par les militants bénévoles que salariés. Le/la DNR est notamment chargé(e) d'organiser le développement du Mouvement (recrutement, formation, encadrement, organisation,

La suite à la page 24

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

développement des moyens humains et financiers) ;

– **Encadrer et diriger l'action des équipes salariées de sa région** sur lesquelles il/elle a autorité ;

– **Garantir et veiller à la cohérence politique** entre les actions et positions développées dans la région avec celles définies au plan national ;

– **Représenter, en lien avec le/la président(e) de région, La Cimade** auprès des pouvoirs publics, des médias et des partenaires ;

– **Veiller au développement des ressources financières** de la région et superviser la bonne exécution des actions financées et des contrats signés avec les partenaires institutionnels ;

– **Elaborer le rapport d'activité et les comptes rendus d'activité** de sa région pour le service animation régionale, les partenaires et les financeurs.

**Ville Lieu de travail :**  
**Dijon et déplacements fréquents en région**

**Qualité du candidat**

Esprit d'initiative, sens de l'organisation et de la gestion

Bonne pratique de l'animation d'équipes, écoute et disponibilité

Connaissance du milieu associatif, de la législation et problématiques relatives aux migrations

Capacités rédactionnelles; maîtrise des outils informatiques

**Mobilité et disponibilité :** **Permis de conduire B**

**Fonctions Coordination, Gestion de projet**

**Activités Animation, Formation, Education, Droit**

**Pays Europe, France**

**Contrat C D I**

**Durée du contrat**

**CDI temps plein**

**Salaire / Indemnité**

**2 915,38 euros (catégorie 1) + Tickets restaurant – Mutuelle prévoyance**

**Documents à envoyer**

**Candidature (CV + LM) à adresser au Service des Ressources Humaines**

**Nom de la personne contact**

**Mme Yasmine BENFAID**

**Email de la personne contact [recrutement@lacimade.org](mailto:recrutement@lacimade.org)**

**Date de fin de validité 23/06/2017**



### Avis de recrutement

**Poste: Un Chargé de Projets Partenariats Entreprises (H/F)**

**Description**

Nous recherchons pour le Département Communication et Développement:

**UNCHARGEDEPARTENARIATS**

**ENTREPRISES (H/F)**

**Basé à Paris 17ème**

Mission : Au sein du "Pôle Food" de la Direction Déléguée Partenariats d'Action contre la Faim, et sous la supervision de la Coordinatrice du pôle,

vous avez pour mission de contribuer à la collecte de fonds à travers le développement et la diversification des partenariats avec des entreprises ou fondations en lien avec le secteur "Food". Plus précisément vos missions, seront les suivantes :

La suite à la page 25



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

Prospecter de nouvelles entreprises et fondations d'entreprises

**Fidéliser et développer les partenariats existants**

**Identifier de nouvelles opérations de collecte de fonds**

**Assurer une veille stratégique sur les entreprises / fondations et les opérations de collecte**

**Capitaliser les informations sur les partenaires et opérations de collecte**

Profil recherché : Titulaire d'une formation supérieure (Master 1/2) de type école de commerce, marketing ou IEP, vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum sur des missions commerciales avec une première expérience probante de prospection. Vous avez su démontrer votre force de persuasion et vos capacités d'argumentation face à des Directeurs ou Responsables RSE, Mécénat de grandes entreprises / fondations d'entreprises.

Capable d'initiatives et d'autonomie tout en sachant rendre compte, vous faites preuve de rigueur et d'organisation. Idéalement, vous disposez d'une première expérience de gestion de projet évènementiel

et de gestion budgétaire.

Vous avez une sensibilité particulière pour le secteur associatif ainsi que pour le mandat d'AcF. Vous aimez le travail en équipe, et êtes en capacité de communiquer en anglais.

Vous êtes dynamique et avez le goût du challenge ? Rejoignez-nous pour relever le défi d'un monde sans faim !

**Statut : Cadre intégré - CDI - Temps plein**

Conditions Salariales : de 32K€ à 39K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 21 jours de RTT, titres restaurant à 8 € (prise en charge à 60% par ACF), complémentaire santé (prise en charge à 80% par ACF), remboursement **50 % transport en commun.**

**Prise de poste : Dès que possible**

Conditions particulières et aptitudes : Station assise prolongée, expression orale, travail sur écran, contacts téléphoniques.

ACF est engagé dans une politique d'emploi en faveur des travailleurs handicapés.

Pour postuler, rendez-vous sur notre site internet :

**<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2471/Un-Charg-de-Partenariats-Entreprises-HF/>**

**Ville P a r i s**

**Qualité du candidat**

**2 5**

**Fonctions A u t r e , C o m m u n i c a t i o n , C o o r d i n a t i o n , G e s t i o n d e p r o j e t**

**Activités A u t r e**

**Pays Europe, France**

**Contrat C D I**

**Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2471/Un-Charg-de-Projets-Partenariats-Entreprises-HF/>**

**Date de fin de validité 31/05/2017**

*Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...*

*Ce support, c'est ce qu'il vous faut...*

*Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain*

## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste: Un Référent Technique Opérationnel – Sécurité Alimentaire et Moyens d’Existence (H/F)**

#### **Description**

En charge des pays suivants : Djibouti, Jordanie, Kurdistan Irakien, Yemen

Sous la responsabilité hiérarchique de l’adjoint au Directeur Régional des Opérations du Pool et sous la responsabilité fonctionnelle au référent du secteur technique, le référent technique opérationnel sera en charge d’appuyer les équipes terrain et siège pour assurer la qualité, la pertinence et l’innovation technique des interventions d’ACF.

**Plus précisément, il sera en charge de :**

**Apporter une analyse technique contextuelle au pool desk**

De manière au moins trimestrielle (ou plus fréquemment sur demande du Desk), produire une note de synthèse et d’avis sur les enjeux techniques à l’échelle de la zone géographique (ex : principaux indicateurs et tendances humanitaires du secteur, besoins non couverts, contraintes de programmation, etc.). Cette activité nécessite la transmission d’une sélection d’information clés par la mission (à définir par le RTO

sous couvert du desk) et une veille du RTO des publications des acteurs du secteur.

Apporter du conseil technique aux missions

Sur demande des missions, apporter son expertise technique et conseiller les Responsables de départements Techniques terrain

Sur demande des missions, apporter son soutien sur les choix techniques inclus dans les propos.

Fournir aux Responsables de départements Techniques terrain une stratégie de capitalisation et les outils et méthodes appropriés et les conseiller dans la mise en place

**Encourager l’approche partenariale (ONG locales, secteur privé et académique)**

**Promouvoir et évaluer la qualité technique des interventions**

Contribuer à la définition et à la mise à jour des stratégies d’intervention développées par les missions et alerter l’Adjoint au Directeur Régional des Opérations si la stratégie ne respecte pas les standards de qualité technique d’ACF

Disséminer les standards techniques internes et les documents de référence du secteur auprès des Responsables de départements

Techniques terrain et en accompagner la mise en œuvre

Evaluer le respect des standards techniques ACF (via des visites terrain et des audits internes), produire des recommandations détaillées et spécifiques pour améliorer la performance des programmes, et alerter l’Adjoint au Directeur Régional des Opérations et le Référent de Secteur technique si nécessaire

Vérifier la mise en place de la stratégie de capitalisation sur les missions

Valider les LFA envoyées par les missions en coordination avec le pool (PPP et Budget mis à disposition pour information)

Suivre la performance et la qualité des programmes à travers l’analyse des indicateurs de suivi

Développer l’expertise technique des équipes

Capitaliser les bonnes pratiques développées sur les missions et les mettre à disposition des Responsables de départements Techniques terrain

Proposer aux missions de manière proactive des approches techniques existantes ou nouvelles et des méthodologies d’intervention

Collaborer avec le service Formation pour la recherche d’opportunités de formation au niveau national et international pour les équipes terrain

Concevoir des modules de formation interne pour les Responsables de départements

La suite à la page 27

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Techniques terrain et les Responsables de Programme

Animer des modules de formation

Participer au management des ressources humaines de la filière métier

Réaliser les entretiens techniques de recrutement et corriger les tests pour les expatriés de la filière métier

Participer activement aux réunions d'affectation et donner des avis techniques argumentés

Briefer et débriefer les expatriés

Identifier les besoins de formation technique des Responsables de départements Techniques terrain

Assurer le rôle de référent fonctionnel des Responsables de départements Techniques terrain, évaluer leurs compétences et leurs besoins de développement

Favoriser les avancées techniques et contribuer au développement de l'expertise d'ACF sur le domaine (30 %)

Développer sa propre expertise en participant à des réunions et formations techniques, nationales et internationales, et en se documentant de manière proactive

Participer au développement

des nouvelles méthodologies d'intervention et contribuer aux projets de recherche développés sur les missions

Participer à des activités de représentation et de formation interne et externe

Ville **P a r i s**

**Expériences / Formation du candidat**

**De formation supérieure niveau Bac+5 dans le domaine technique de référence. Vous justifiez d'une expérience humanitaire d'au moins 3 ans dont 1 an à un poste de coordination.**

**Langues parlées**

**Français et Anglais courant indispensable.**

**Qualité du candidat**

**Une expérience terrain avec ACF, ainsi qu'une connaissance des pays du pool seraient un véritable atout.**

Rigoureux, organisé et à l'écoute, vous disposez d'un bon relationnel et êtes capable de prendre une décision rapidement tout en gérant les priorités. Vous appréciez également le travail en équipe et êtes capable de vous adapter en fonction des situations et des interlocuteurs

**Fonctions Gestion Technicien** **Coordination, de projet, spécialiste**

**Activités Agriculture, Environnement**

**Pays Europe, France**

**Contrat C D I**

**Durée du contrat C D I**

**Salaire / Indemnité**

**De 35 à 41,5K€ bruts annuels sur 13 mois selon expérience, 19 jours de RTT, 20 jours de télétravail par an (dans le cadre de la politique de télétravail d'ACF, après accord managérial), titres restaurant à 8 € (prise en charge à 60% par ACF), complémentaire santé (prise en charge à 80% par ACF), remboursement 50 % transport en commun.**

**Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2551/Un-Rfrent-Technique-Operational-Scurit-Alimentaire-et-Moyens-dExistence-HF/>**

**Date de fin de validité 03/06/2017**



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste:** ALIMA – MALI –  
**Responsable** Logistique  
**Régional** – **Goundam**

#### Description

**Fiche de poste complète :**  
**2017\_05\_15 RLRNordMALI**

#### RESPONSABILITÉS MAJEURES:

Garantir le support technique et logistique aux terrains, la pertinence et la cohérence des programmes logistiques ainsi que l'adéquation des moyens.

Assister le Coordinateur de projet dans la définition et le suivi des activités de logistique du projet, de concert avec les autres responsables de projet médical afin d'identifier et donner réponse aux besoins de la population ciblée en matière de construction, transport, communication, nourriture, abri, eau et assainissement, et articles non alimentaires essentiels. De plus, offrir des solutions aux besoins d'entretien et d'approvisionnement pour les installations médicales (abris temporaires, éclairage, chauffage, matériel et articles consommables) ainsi que pour les logements ALIMA et bureaux des terrains.

Veiller à l'application des politiques ainsi qu'à l'utilisation des techniques, des outils et des équipements les plus appropriés

Le Responsable Logistique Régional aura en charge la supervision de la logistique générale et Wash, des ressources

humaines logistiques, de l'approvisionnement général et en médicaments, de la gestion du parc automobile et du classement administratif. Le contexte spécifique de la mission implique une maîtrise toute particulière des tâches liées à la sécurité du projet et des personnes.

#### LIENS FONCTIONNELS ET HIERARCHIQUES:

**Supérieur hiérarchique :**  
**Coordinateur Projet**

**Référent technique :**  
**Coordinateur Logistique**

#### CONDITIONS :

Durée du contrat: contrat de droit français, 6 mois (renouvelables)

**Prise de poste : Juin 2017**

**Salaire :** selon **expérience + per diem**

**ALIMA prend en charge :**

**les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission**

**les frais d'hébergement**

**la couverture médicale du premier jour de contrat à un mois après la date de départ du pays de mission pour l'employé**

**l'évacuation pour l'employé**

**Ville MALI - Goundam**

**Expériences /**

#### Formation du candidat

Diplôme technique en logistique ou un diplôme technique universitaire.

Deux ans d'expérience de travail en logistique liée aux activités médicales.

Une expérience précédente avec ALIMA ou autres ONG à un poste de responsabilité équivalente

Une expérience de travail en contexte sécuritaire dégradé.

#### Langues parlées

**Français & Anglais indispensables**

#### Qualité du candidat

**Habilité à travailler en équipe dans des contextes multiculturels**

**Compétences en formation et accompagnement**

**Sens de l'organisation, rigueur et autonomie**

**Capacité d'adaptation et diplomatie**

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Ressources Humaines

Activités Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé

**Pays Afrique, Mali**

**Contrat C D D**

#### Documents à envoyer

**Pour postuler, merci de nous faire parvenir votre CV à l'adresse candidature@alima.**

La suite à la page 29

**JOBS CAMPUS**

La suite de la page 28

ngo avec en sujet la référence « RLR – MALI ». A la place de la lettre de motivation, merci de répondre aux trois questions suivantes qui nous permettront de mieux apprécier votre profil :

Que connaissez-vous d'ALIMA et pourquoi voulez-vous y travailler ?

A votre avis, quels sont les enjeux du management d'équipe dans le contexte du poste à pourvoir ?

**Parlez-nous de votre expérience de terrain en sécurité.**

**Attention : les candidatures sans réponse à ces 3 questions ne seront pas prises en compte.**

**Date de fin de validité 16/06/2017**

 **Avis de recrutement**

**Stage Département Communication**

**Accueil » Stage Département Communication**

**Description**

Médecins Sans Frontières (MSF) est une organisation médicale humanitaire internationale indépendante qui apporte une aide d'urgence aux populations victimes de conflits armés, d'épidémies, d'exclusion des soins et de catastrophes naturelles. MSF fournit une assistance fondée sur les besoins des populations, sans distinction de race, religion, sexe, ni appartenance politique.

**Stage en étroite collaboration avec le Responsable Communication de MSF Luxembourg.**

**Les principales missions confiées au stagiaire seront :**

Support pour la production au sein du département communication :

Aide à la production des supports de communication

Assure le suivi avec les différents prestataires de service (agence, graphiste, imprimeur, fournisseur, etc.)

**Support pour l'information aux médias :**

**S'informe des actualités MSF via les outils de communication interne à MSF**

Rédige les drafts des communiqués et les dossiers de presse, réalise des PowerPoint de présentation pour les conférences de presse et en support à d'autres départements

Suit la présence de MSF dans les médias luxembourgeois via une revue de presse et une revue concurrentielle

Support activités de sensibilisation dans les écoles

**Support des activités événementielles (campagnes, conférences)**

**Ville Luxembourg**

**Expériences / Formation du candidat**

**Formation Master I, Master II, spécialisé dans le domaine de la communication et/ou de la coopération internationale.**

**Langues parlées**

**Français, anglais**

**Qualité du candidat**

Très bon rédactionnel. Capacité de synthèse. Adaptabilité, flexibilité.

Fonctions Communication

Activités Santé, Social

La suite à la page 30

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

<b>Pays</b> Europe, Luxembourg	transport en commun entre le domicile et le bureau	Anne Drochon
<b>Contrat</b> S t a g e	<b>Documents à envoyer</b>	Email de la personne contact Anne.Drochon@luxembourg.m s f . o r g
<b>Durée du contrat</b>	CV et Lettre de motivation à envoyer par mail : Anne.Drochon@luxembourg.msf. org avant le 15 juin 2017.	<b>Date de fin de validité</b> 15/06/2017
<b>6 mois à compter du 18 septembre 2017</b>		
<b>Salaire / Indemnité</b>	<b>Nom de la personne contact</b>	
<b>Non rémunéré</b>		
<b>Prise en charge des frais de</b>		

### Avis de recrutement

**Poste: RDC – Administrateur de base (H/F) – Bunia**

**Description**

**MISSION** :

**Date de rédaction: 16/05/2017**

**Date de prise de fonction souhaitée** : **ASAP**

**Durée de la mission** : **3 mois**

**Localisation** : **Bunia – RDC**

SI intervient en RDC sur les thématiques de wash, shelter et sécurité alimentaire depuis 2008. La coordination est basée à Goma et soutenue par un bureau national à Kinshasa. La mission est également composée de 6 bases opérationnelles (Bunia, Bafwasende/Opienge, Kalémie, et Moba avec les ouvertures prochaines des bases de Moliro et Aru).

**FONCTIONS**

Il supervise les opérations comptables, la gestion de la trésorerie et effectue le suivi budgétaire en collaboration avec les responsables de programmes.

Il est le garant de la bonne application de la politique Ressources Humaines Solidarités International sur sa base.

Il appuie, suit et forme les membres de son équipe administrative.

**Missions** :

**Gestion administrative du personnel**

**Gestion d'équipe**

**Trésorerie / comptabilité**

**Suivi budgétaire / financements**

**Gestion administrative de la mission**

**Reporting / communication**

**VOTRE PROFIL** :

**Expérience** :

– **Formation de type Bioforce administrateur**

– **Connaissance du contexte de la RDC un plus**

– **Expérience au sein d'une mission de Solidarités International un plus**

– **Un an d'expérience terrain obligatoire sur un poste similaire**

**Compétences et connaissances techniques** :

– **Pack Office, SAGA**

**Langues** : **Français, anglais est un plus**

La suite à la page 31

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

### COMMENT POSTULER :

**Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.**

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. **Merci de votre compréhension.**

### SI VOUS OFFRIRA LES CONDITIONS SALARIALES SUIVANTES :

**Poste salarié : à partir de 1600 euros brut par mois, selon expérience, plus 10% de prime de congés payés versés mensuellement et Per Diem mensuel de 500 USD.**

Solidarités International

prend également en charge les frais d'hébergement ainsi que les frais de déplacements entre le pays d'origine de l'expatrié et le lieu de mission.

– Couverture sociale : L'expatrié bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

– Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission de 1 an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par Solidarités) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

### CONTACT :

**Mano GAUDIN, Chargée de Recrutement et Suivi**

**Fonctions Organisation, Administration**

**Activités Economie, Finance, Administration**

**Pays Afrique, RD Congo**

**Contrat C D D**

**Postuler en ligne [https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd\\_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=19199](https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=PI0FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=19199)**

**Date de fin de validité 16/06/2017**



## Avis de recrutement

### Poste: Irak - Un chef adjoint des programmes Mission à Erbil

#### Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une organisation d'aide internationale non gouvernementale, but non lucratif, non politique et non religieux. Nos équipes sont engagées à soutenir les victimes de marginalisation et exclusion des civils, ou victimes de

catastrophes naturelles, guerres, effondrements économiques, en répondant à leurs besoins fondamentaux. Notre objectif est de fournir secours d'urgence aux populations déracinées afin de leur permettre de retrouver leur dignité et leur autosuffisance. L'association mène dans 190 projets par année moyenne dans les secteurs d'intervention suivants: sécurité alimentaire, santé, nutrition, construction

et réhabilitation des infrastructures, eau, assainissement, hygiène et reprise économique. PUI fournit assistance à environ 5 millions de personnes dans 20 pays - **en Afrique, Asie, Moyen Orient, Europe Est et France.**

**Renseignez-vous sur notre histoire et les valeurs**

**Situation et les besoins humanitaires**

La suite à la page 32

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

Étant donné que la Constitution irakienne a été adoptée en 2005 en Irak a été divisé en régions fédérales qui gèrent leurs propres affaires intérieures, des rapports à Bagdad le gouvernement central, qui est également responsable des affaires internationales. De plus, dans le Nord, il est de la région autonome du Kurdistan irakien (KRI) qui comprend trois provinces: Erbil; Dohouk et Souleimaniyeh. Il y a des tensions continues entre le gouvernement KRI et le gouvernement irakien central sur la quantité et l'autorité est dévolue la répartition des finances de l'huile trouvée dans la région.

L'Irak dans son ensemble fait face à l'une des crises humanitaires les plus graves du moment. Environ 8 millions de personnes ont actuellement besoin d'une aide humanitaire dans la plupart des régions du pays.

En 2014, la violence à grande échelle et les conflits armés ont éclaté en Irak lorsque l'insurrection État islamique a traversé la frontière syrienne. Cette même année, les villes de Falloujah, Ramadi et Mosul est tombé dans la main du groupe terroriste provoquant le déplacement massif de la population, en particulier de Anbar, Ninive et Salah al-Din gouvernorats. La chute de Falloujah et Ramadi au début de 2014 a poussé les gens au sud et à l'ouest à Bagdad, avec 80.600 familles fuyant dans la

région, et la chute ultérieure de la Moselle en été poussé les populations les deux du Nord en KRI et du Sud aux gouvernorats de Kerbala et Najaf.

La majorité de la population déplacée (près de 800 000 personnes) a été déplacé en Août 2014, lorsque les hostilités ont affecté la région Sinjar dans le gouvernorat de Ninive. En Novembre 2015, les gouvernorats d'hébergement la plus grande population de personnes déplacées (1,5 million de personnes déplacées) ont été Anbar, Bagdad et Dohouk. Dans un peu plus de deux ans, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur est passé à 3,2 millions dans le pays, 9% de cette population sont actuellement installés dans des camps de déplacés. Dohouk seul a 16 camps de déplacés. la poursuite des combats, plus les interventions gouvernementales signifient qu'il ya encore un déplacement en cours et une offensive potentielle contre Mosul IS-tenu pourrait provoquer le déplacement de 100.000 personnes supplémentaires, très probablement à KRI.

En outre, le conflit syrien, qui a cours depuis les 5 dernières années, a poussé plus de 244758 réfugiés syriens en Irak. La plupart de ces réfugiés sont des Kurdes syriens et en tant que tels sont installés au Kurdistan irakien, avec 95,314 personnes sont actuellement en Dohouk.

Ces populations déplacées sont très vulnérables, et les Nations Unies ont déclaré que cette crise une protection. Une épidémie de choléra dans le pays a été confirmé à la mi-Septembre 2015, 2.200 personnes auraient été infectées. Il y a un risque que la maladie se propage en raison de fortes pluies et le manque d'infrastructures sanitaires de base dans les zones reculées du pays, en particulier dans les gouvernorats du sud.

### Notre action dans le domaine:

PUI fournit actuellement à grande échelle des interventions de santé complets dans trois gouvernorats au nord et au sud. Mettre l'accent sur les collectivités rurales et zones difficiles à atteindre, ainsi que les communautés où les services nationaux sont trop débordés pour répondre à leurs besoins. Cela se fait par le biais des centres de soins de santé primaires statique (gVirt NP\_NNS\_NNPS< PHCCs) dans les camps, les équipes de santé mobiles et de surveillance (MHT), et interventions de sensibilisation. En Dohouk PUI a atteint plus de 50.000 personnes déplacées et 30.000 réfugiés, déplacés internes et 12.000 Ninawa 7000 à Najaf et refuges pour atteindre 24.000 personnes déplacées. PUI a une réponse multisectorielle pour répondre aux besoins des personnes déplacées / réfugiés, y compris l'eau, l'assainissement

La suite à la page 33



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

et l'hygiène (WASH), l'entretien des camps, la construction de latrines d'urgence, les comités de prêt d'outils et kit d'hygiène des distributions aux déplacés internes et les réfugiés à améliorer leurs résultats en matière de santé en améliorant conditions de vie et les comportements d'hygiène. De plus, nous courons la santé mentale et le soutien psychosocial des services (SMSPS) par nos équipes mobiles, et la sensibilisation des MHPSS et les questions de protection est augmenté par des agents de sensibilisation

En se concentrant sur les gouvernorats de travail actuelles, PUI continuera d'offrir un ensemble intégré de services à la santé comme la réponse de base, l'expansion pour couvrir WASH, les moyens de subsistance, MHPSS et la protection des interventions complémentaires, dans les zones urbaines et rurales. Travailler à Ninawa, Dohouk, Bardarash, Najaf et Bagdad permet une réponse globale, rapide, au mouvement par les personnes déplacées hors de Mossoul, Sinjar et Anbar en réponse à IS, aux communautés de choisir, ou être obligé de revenir à « libéré » zones, et aussi pour répondre aux besoins des réfugiés qui traversent la frontière de la Syrie. En travaillant par des équipes mobiles dans les deux KRI et sud de l'Irak, il est possible de répondre à de nouveaux mouvements rapidement, pour évaluer les besoins, et

d'atteindre des zones que les autres acteurs et les collectivités locales sont incapables ou peu disposés à servir. L'équipe de santé mobile dans Ninawa travaille actuellement jusqu'à 6 km de la ligne de front. Les équipes de surveillance dans le sud permettront des réactions rapides aux épidémies, et les réponses prévues, par exemple au choléra, permettra aux populations de mieux résister aux maladies transmissibles.

**Cliquez ici pour plus d'informations sur notre réponse à la crise**

Dans le cadre de nos activités en Irak, nous recherchons un chef adjoint des programmes de la mission.

Le chef de mission adjoint pour les programmes assure le fonctionnement quotidien de la mission, est responsable de l'exploitation réussie des programmes et des rapports au chef de mission, en l'absence dont le sous-couverture intermédiaire peut fournir.

Programmes: Il / Elle coordonne les équipes de soutien et assure la mise en œuvre efficace des programmes, suivi des besoins et propose de nouvelles interventions au chef de la mission.

Médecin et technique surveillance : Il / Elle assure que lavons, le logement et les pratiques techniques médicales sont conformes aux

procédures PUI, sont conformes aux normes PUI et les formats, et sont conformes aux règles et règlements des donateurs.

**Évaluation: Il / Elle mène une évaluation multi-sectorielle et technique exercice**

**FARINE: Il / Elle contrôle tout suivi, l'évaluation, le processus de responsabilisation et l'apprentissage de la mission**

**Logistique , administratif et financier suivi : Il / Elle contribue avec le chef adjoint de la mission de soutien qui sont conformes aux normes de PUI et formats procédures administratives et logistiques actuelles, et sont conformes aux règles et règlements des donateurs**

**Ressources humaines : Il / Elle supervise l'agent Grant, KRI AMEA Manager et coordinateur médical.**

**Sécurité : Il / Elle assiste le chef de mission dans l'analyse et la gestion de la sécurité de la mission.**

**Relation avec le siège : Il / Elle assiste le chef de mission en circulation de l'information efficace entre le siège et le terrain, et veille au respect des délais.**

**Représentation: Il / Elle assiste le chef de mission de représenter l'organisation aux partenaires, aux donateurs et diverses autorités.**

Ne hésitez pas à consulter

La suite à la page 34

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 33

la description du poste ci - dessous pour tous les détails dont vous avez besoin.

Pour rester à jour avec nos nouvelles offres d'emploi, rejoignez notre groupe Facebook Mon emploi sur le terrain .

**Ville E r b i l**

Expériences / Formation du candidat

Entraînement :

Baccalauréat en relations internationales, sciences politiques, le développement international, sciences sociales ou tout autre domaine pertinent

Expérience :

Minimum de 2 ans d'expérience de la coordination des programmes

Expérience dans l'évaluation multi sectorielle

Expérience en FARINE

Une expérience réussie dans la gestion de l'équipe et les programmes expatriés plurisectoriels

**Connaissance des programmes médicaux, WASH, Agro, Livelihood ...**

**Connaissances et aptitudes:**

**Excellentes compétences en rédaction en anglais**

Connaissance approfondie des donateurs (BPRM, ECHO, OFDA, AFD, CDC, agences des Nations Unies, etc.)

Bonne connaissance du contexte du Moyen-Orient

Qualités du candidat:

Le leadership et la capacité de prendre des décisions

**Capacité à se affirmer, si nécessaire**

**Capacité à analyser (arrêt, pratique) et de faire la synthèse**

**Capacité d'adaptation**

**Organisation, la discipline et le respect des délais**

**capacité exceptionnelle à écouter et négocier**

**Bonnes aptitudes interpersonnelles et de communication**

Calme et composé

Capacité à travailler sous stress en général, et en particulier dans les situations d'urgence

**Langues parlées**

**anglais requis**

**Arabe apprécié**

**français apprécié**

**Fonctions de Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration**

**Activités Economie, Finance, Administration**

**Pays Moyen Orient, Irak**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**Employé avec un contrat à durée déterminée - 12 mois**

**Date de début: 15 Juin 2017**

**Salaire / Indemnité**

**Revenu mensuel brut : de 2420**

jusqu'à 2750 euros en fonction de l'expérience dans la solidarité internationale + 50 euros par ancienneté semestre avec PUI

Coût couvert: le transport aller-retour vers et en provenance / mission, les visas, les vaccins

Assurance , y compris la couverture médicale et des soins de santé complémentaires, l'assistance et le rapatriement 24/24

**Logement dans un logement collectif**

**Les frais de la vie quotidienne «Per diem»**

**Politique Cassez : 5 jours ouvrables à 3 et 9 mois + rupture allocation**

**Payé Politique Feuilles : 5 semaines de congés payés par billet d'année + retour tous les 6 mois**

**Documents à envoyer**

**S'il vous plaît faire parvenir votre candidature à l'adresse (CV et lettre de motivation) ci-dessous avec le sujet suivant: « Les programmes dhom Irak ».**

**Nom de la personne contact**

**Paula Cenalmor, des ressources humaines pour Expatriés**

**Email de la personne contact recrutement@premiere-urgence.org**

**Date de fin de validité 30/06/2017**

## JOBS CAMPUS



Centre d'Examen Européen

## DOCTORAT

## Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
  - ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
  - ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
  - ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

*NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée*

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'Ecole Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso  
en face de la station TOTAL Ambassade,

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : [contact@ebs-edu.fr](mailto:contact@ebs-edu.fr) Site web : [www.sciences-campus.org](http://www.sciences-campus.org)

*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.*



**PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU**

*20/05/2017 AU 27/05/2017 Groupe III*

Ave Maria 25 47 98 88	Hosanna 25 41 26 48	Sacré cœur 25 34 60 60
Balkuy 25 37 51 36	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Julien 25 38 06 10
Baraka 25 33 02 72	Kamin 25 34 30 28	Saint Lazare 25 36 86 48
Belle ville 25 40 84 14	Kilwin 25 50 84 62	Saint Michel 25 45 48 08
Cathédrale 25 31 28 07	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Santé-validité 68 91 87 04
Charis 25 47 98 78	Mariama 25 30 05 76	Savane 25 31 13 48
Concorde 25 31 29 49	Naab Raga 25 30 06 27	Taoko 25 36 69 27
Coura 25 38 83 90	Naaba Koom 25 35 70 46	Téranga 25 36 09 70
Djimbina 25 35 77 65	Nagrin 25 46 90 48	Wend denda 25 31 09 64
Dunia 25 36 20 51	Nazani 25 36 65 10	Yennega 25 37 03 37
Ecoles 25 31 52 32	Ninrwa 25 41 80 38	Zone I 25 48 15 13/53
Fraternité 25 36 48 00	Noom-Wendé 25 50 31 17	Zoungrana 25 40 98 75
Galiem 25 35 28 44	Pissy 25 43 13 35	

**ADRESSES UTILES**

**Ouagadougou**

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

**Bobo-Dioulasso**

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: redaction@sc-mail.info  
Site web:  
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Rédacteur en chef  
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage  
- Alfred Syé KAM  
- Aminata PORGO  
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage  
Eliane BAYALA  
Aminata PORGO  
Bernard HIEN  
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:  
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO